

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 19/2019** | **Le 27 mars 2019** |

**L’Europe doit devenir un leader mondial   
en matière de développement durable**

**Le CESE présente une vision audacieuse   
pour l’avenir de l’Union européenne au-delà de Sibiu**

**L’Union européenne doit se rapprocher de ses citoyens et devenir le leader mondial en matière de développement durable, fait valoir le Comité économique et social européen (CESE) dans un** [**avis audacieux sur l’avenir de l’UE**](https://www.eesc.europa.eu/fr/node/68332)**, adopté lors de sa session plénière de mars. Dans cet avis, le Comité plaide en faveur d’une nouvelle stratégie de l’Union adoptant une approche politique globale et transsectorielle axée sur les besoins des Européens et la durabilité, et il présente des recommandations d’action sur onze priorités.**

Le CESE présente sa vision pour l’UE dans la perspective de la réunion informelle des chefs d’État et de gouvernement à Sibiu sur l’avenir de l’Europe et des élections européennes de mai 2019, afin d’encourager le débat et d’y prendre part, ainsi que de fournir des idées aux décideurs. Ces derniers devraient renouveler leur engagement envers l’UE et préparer un programme stratégique pour la période 2019-2024 lors de la réunion à Sibiu.

«**L’Europe doit devenir le leader mondial en matière de développement durable.** Il est donc grand temps que l’UE adopte un programme ambitieux le plus rapidement possible et qu’elle renforce la participation démocratique», a déclaré **Luca Jahier**, **président du CESE**, au sujet d’un programme stratégique pour 2019-2024, lors du débat en plénière de mars. «La durabilité doit être la clef de voûte des politiques de l’UE. Si nous ne changeons pas notre état d’esprit et n’accélérons pas nos actions, il n’y aura tout simplement pas d’avenir pour l’Union», a-t-il ajouté. La dimension culturelle du projet commun doit en outre être pleinement prise en compte dans toutes les politiques de l’UE.

L’avis intitulé «**Être à l’écoute des citoyens de l’Europe pour un avenir durable**» appelle également à mettre en place une stratégie globale de mise en œuvre du programme à l’horizon 2030 et, comme cela ressort déjà clairement de son titre, à répondre aux besoins des citoyens de l’UE. La stratégie doit garantir que la compétitivité, la croissance, l’investissement et l’activité économique en général puissent devenir durables et servir le bien-être de tous les citoyens de l’Union afin que personne ne soit laissé pour compte. Elle doit être étayée par un budget européen ambitieux.

En plus de proposer de faire de **la durabilité l’objectif global** d’une nouvelle stratégie de l’UE, l’avis du Comité formule également des **recommandations politiques portant sur onze priorités**.

Dans le cadre de la **priorité en matière de gouvernance**, par exemple, le CESE recommande que toutes les politiques intérieures et extérieures de l’UE soient cohérentes et conformes aux objectifs de développement durable, de manière à tenir compte des principes d’efficacité et de proportionnalité. Le développement durable requiert une approche globale et transsectorielle des politiques pour veiller à ce que les défis économiques, sociaux et environnementaux soient pris en compte conjointement.

Parmi les priorités présentées par les milieux économiques et sociaux européens figure également une **Europe des citoyens**. Dans le cadre de cette priorité, le CESE recommande de mettre en œuvre des mesures visant à renforcer encore la participation civique à l’élaboration des politiques de l’UE afin que les citoyens – les jeunes en particulier – soutiennent le processus d’intégration européenne et aient à nouveau foi en lui.

«Nous devons éviter une approche descendante de la gouvernance et redoubler d’efforts pour réduire la distance avec les citoyens de l’UE. Un dialogue structuré de la société civile doit devenir un véritable outil de participation démocratique, comme le prévoit le traité sur l’Union européenne», a déclaré **Yves Somville**, **rapporteur du CESE**.

Selon le Comité, la **communication** doit donc constituer une autre priorité de la nouvelle stratégie. Une communication renforcée sur les politiques de l’UE pourrait remédier à l’inadéquation entre ces politiques et la manière dont elles sont perçues par les Européens, et contribuer à une meilleure évaluation des politiques en général.

Dans ce contexte, des informations substantielles, crédibles et vivantes pourraient contribuer à faire prendre conscience des réalisations de l’UE et de la valeur de l’action commune, ainsi qu’à lutter contre les conséquences de la non-information ou de la désinformation. Tous les canaux disponibles – y compris les organisations de la société civile – devraient être utilisés pour renforcer la communication avec le grand public.

Conformément aux recommandations politiques formulées dans le cadre de la priorité du CESE relative au **développement durable**, la future stratégie devrait tenir les engagements internationaux de l’UE en matière de climat, de biodiversité et d’eau. Cela signifie qu’elle doit au moins assurer la mise en œuvre intégrale et immédiate de l’accord de Paris et accélérer la transition juste et durable vers un niveau élevé d’approvisionnement en énergies renouvelables. En outre, une politique alimentaire globale devrait être mise au point.

**Peter Schmidt**, **rapporteur du CESE**, a déclaré que «l’UE doit transformer une économie linéaire en une économie circulaire et sans carbone, et des normes communes pour la fourniture d’eau propre et d’air pur ainsi que la protection de nos océans doivent être mises en place».

Les onze priorités comportent également une forte **dimension sociale**. Celle-ci passe par une convergence accrue au sein de l’UE, par exemple en améliorant et en augmentant les investissements dans l’ensemble des systèmes éducatifs et en garantissant le droit universel à l’apprentissage tout au long de la vie. L’élaboration d’une approche commune, globale et équilibrée de la **politique migratoire** devrait constituer un autre objectif.

**Consolider le rôle des entreprises européennes au plan mondial en matière de développement durable** est une autre priorité dans la vision que le Comité a de l’avenir. Les entreprises durables pourraient faire face avec succès à la transformation numérique et rester un moteur d’innovation et de créativité.

«Notre avis souligne le rôle des entreprises européennes dans l’avenir de l’Europe. Elles doivent être à la pointe de la durabilité au niveau mondial. L’économie durable que nous voulons réaliser suppose un commerce libre et équitable, des règles spécifiques pour les biens et services publics et une fiscalité équitable», a expliqué **Vladimíra Drbalová**, **rapporteure du CESE**.

En clôturant le débat lors de la session plénière du CESE, **Luca Jahier** a invité ses membres à mettre en œuvre la vision audacieuse du Comité: «**Nous devons honorer nos promesses.** Nous devons avoir le courage d’être innovants, de prendre des risques et de changer.»

**Pour de plus amples informations, n’hésitez pas à prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE –Jasmin Klötzing +32 2 546 92 76 90 67

[jasmin.kloetzing@eesc.europa.eu](mailto:jasmin.kloetzing@eesc.europa.eu)

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: «L’Europe au travail»](https://www.eesc.europa.eu/fr/node/62281)

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir de messages de notre part, merci de nous envoyer un courriel à l’adresse [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.eu).